

# RÉS'LIB

## liberté, égalité, aimer

Les **Marches des fiertés** ont lieu dans de grandes villes de France. À Paris, samedi 27 juin, plusieurs centaines de milliers de personnes vont défiler dans une extraordinaire diversité. Avec une exigence commune et majeure : en finir avec les discriminations qui frappent les personnes LGBT, arracher l'égalité des droits au plan juridique et dans tous les domaines de la vie.

Le Parti communiste, avec ses militants, hommes, femmes, jeunes, sera présent, comme c'est le cas depuis les toutes premières éditions des Gay Prides au début des années 1980. Notre place y est naturelle, comme dans toutes les actions à cet égard. Nous ne serions pas communistes si nous ne combattons pas toutes les dominations, qu'elles soient du capitalisme, de clan, de sexe. On pourrait paraphraser Jaurès : *qui ne lutte pas contre toutes discriminations, ne lutte pas contre les discriminations*. Œuvrer pour l'émancipation, c'est indissociablement œuvrer pour l'épanouissement de la personne.

Aujourd'hui, des millions d'homosexuels, de lesbiennes, de bisexuels et de transgenres de toutes générations sont en souffrance. Brimés, opprimés, réprimés pour leur différence. Des jeunes sont chassés de chez eux et parfois poussés au suicide, des femmes en couple dans la rue sont insultées... Pas une semaine sans que des « casseurs de pédés », comme ils se définissent eux-mêmes, fassent parler d'eux par leur violence. Pas un jour sans agression de personnes trans. Selon le rapport 2009 de SOS homophobie, l'entreprise détient le triste record des discriminations LGBT phobes.

On peut parler d'une véritable contre offensive face aux évolutions que notre société a connu au cours des dernières décennies. D'importants débats y ont eu un impact certain. Le Parti communiste et son collectif *Fièrè et révolutionnaire* y ont contribué. Droit au mariage, homoparentalité, droit au désir, au plaisir, à l'amour, droit de décider de son genre... sont des positions en pointe. Ces débats ont permis un cheminement positif dans les pensées et les comportements à l'égard de « l'autre ».

Une grande majorité de Français est désormais favorable au droit au mariage pour les couples de même sexe. Des mesures spécifiques sont prises : campagnes contre les LGBT phobes dans les établissements scolaires et universitaires, annonce par la ministre de la santé sur la « déclassification » des trans. Il y a donc des avancées et des réactions. Comme dans tout combat. Une raison de plus pour les communistes d'agir encore mieux et plus nombreux sur ces terrains.

Rendez-vous à la **Marche des fiertés**, et ensuite !

Richard Sanchez  
responsable **LGBT** du pcf

l'événement





# interdiction de la burqa ras la casquette

Isabelle Lorand

Surfant sur une demande de 85 députés, l'interdiction du port de la burqa et du niqab plane dans le discours de Sarkozy.

Évidemment, ces voiles sont une terrible atteinte à la dignité de la femme. C'est une douleur personnelle de croiser ces ombres emmurées. Le port de la burqa (vêtement traditionnel de certaines tribus pashtounes d'Afghanistan qui préexistait à l'islam) est tout à fait exceptionnel en France. Celui du niqab (drap noir laissant juste apparaître les yeux, prôné par les seuls intégristes) ne concerne que quelques milliers de femmes.

Même marginal, ce phénomène agresse la féministe qui est en moi.

L'adhésion des femmes au port ne contredit en aucune façon l'aliénation dont elles sont les victimes. Mais penser que c'est l'interdiction ou la stigmatisation qui régleront le problème, alors là, vraiment je dis non. Le XXe siècle nous a tragiquement appris que l'émancipation ne se décrète pas. Pas plus qu'elle ne s'impose. L'émancipation de ces femmes se fera par elles

ou ne sera fera pas. Au contraire de les aider, l'interdiction les enfermera plus encore.

Plutôt que de stigmatiser, il faut interroger sur les racines de l'intégrisme. Des intégrismes. Pour ma part, je suis convaincue que la perte de sens, la perte d'espoir et leur corollaire, la dépolitisation, font place aux sectes dans toutes leurs formes.

Le sentiment d'abandon perçu par les habitants des quartiers populaires – aggravé par les restrictions drastiques auxquelles sont soumises les associations – est le terreau de tous les bonimenteurs.

D'ailleurs, porter une telle tenue en France n'est-il pas un moyen, en

fait, d'attirer l'attention ? Comprendre que les quartiers populaires d'aujourd'hui ne sont plus ceux des années 70, redonner des couleurs à la gauche, combattre le racisme et les discriminations, permettre aux jeunes filles de retrouver toute leur place dans l'espace public... autant de pistes fécondes à engager.

Parmi les 85 députés, dont l'âge moyen est de 57 ans, il y a 68 hommes, pratiquement tous blancs. Remarquable, non ?

l'émancipation  
ne se  
décrète pas  
pas plus  
qu'elle  
ne s'impose

## un « anti-rapport » Sabeg ?



Vingt-deux chercheurs et universitaires\*, parmi lesquels des anthropologues, des historiens, des juristes, des géographes, des démographes, des sociologues et des philosophes ont constitué la **Commission alternative de réflexion sur les statistiques ethniques et les discriminations** (CARSED).

« Le choix des membres du COMEDD (Comité pour la mesure et l'évaluation des discriminations et de la diversité, nommé par Yazid Sabeg) semble avoir été motivé par le seul critère d'une position ouvertement favorable aux statistiques ethniques ». C'est ainsi que la CARSED exprime sans ambiguïté ses réserves sur le comité Sabeg. Mais au delà, c'est le statut accordé à la Science – qui pourrait apporter des réponses aux grands enjeux de société – qu'ils contestent. Eux avancent l'idée que les experts doivent permettre « de clarifier les enjeux et conséquences des choix possibles avant qu'ils soient soumis à une discussion publique et démocratique ». Avec cet état d'esprit, la CARSED a abordé de nombreux sujets : *La lutte contre les discriminations passe-t-elle nécessairement par la définition brutale*

*d'identités ethniques et raciales qui aboutiront inéluctablement à la constitution artificielle de minorités fermées et rivales ? Ne faut-il pas privilégier des études ponctuelles en profondeur qui scrutent les modes de discrimination, les discriminateurs et les discriminés pour en comprendre les motifs, et proposer des moyens d'action concrets ? Que valent les expériences étrangères quand on les replace dans leur contexte historique et social ? Quelles sont les attentes des entreprises, des associations et des institutions ?*

Ainsi des alternatives aux politiques actuelles de la diversité font l'objet d'une publication. Son ambition : « prendre au sérieux la montée des inégalités au lieu de se livrer à des gesticulations cosmétiques dont le seul effet risque d'être une racialisation de la France ».

Cet « anti-rapport » Sabeg sera présenté le lundi 29 juin. Des représentants du Parti communiste y assisteront.

\* Jean-François Amadieu, Jean-Loup Amselle, Elisabeth Badinter, Alain Blum, Athanase Bopda, Jean-Luc Boniol, Gwénaële Calvès, Roser Cussó, Véronique de Rudder, Jean-Pierre Dozon, Alexandra Filhon, Elena Filippova, Michel Giraud, France Guérin-Pace, Stéphane Jugnot, Kamel Kateb, Smáin Laacher, Jacqueline Laufer, Hervé Le Bras, Jean-Luc Richard, Serge Slama, Maryse Tripier

violences policières  
xénophobes  
au commissariat

Juan Pablo Gutierrez, jeune photographe colombien, victime d'une agression, est emmené au commissariat de Paris 18e pour déposer plainte.

Et c'est le cauchemar : malmené, insulté, dénudé, frappé, il a perdu 40 % de l'ouïe d'une oreille. Il a déposé plainte auprès de l'IGS.

Un élan de solidarité se manifeste devant l'inacceptable.

Cette affaire sinistre est un exemple de plus du climat délétère entretenu par la politique du gouvernement français à l'égard des migrants, qui entraîne des violations quotidiennes des droits humains dans notre pays.

Caherine Gégout



À l'occasion de son congrès, la LDH vient de réélire **Jean-Pierre Dubois** président. Pierre Laurent (coordinateur national) et Isabelle Lorand (responsable réseau Droits de la personne) y représentaient le PCF. Tous les deux ont été frappés par la qualité, la combativité et le niveau d'expertise des intervenants. Frappés aussi par la cohérence de l'analyse et des propositions avancées. Frappés enfin par l'interpellation des forces politiques de gauche. Au lendemain de ce congrès, Jean-Pierre Dubois nous fait l'honneur d'une entrevue.

propos recueillis par **Madeleine Hivernet**

**JEAN-PIERRE  
DUBOIS**



Pensez-vous que la politique conduite par Nicolas Sarkozy marque un tournant en matière de respect des droits de la personne ?

Depuis 2002, près de vingt lois ont réduit les droits de la défense, les pouvoirs des juges face au parquet, du parquet face à la police.

Les lois d'exception ont contaminé le droit commun. Le nombre de gardes à vue, de détenus, la durée des peines, ont doublé en 15 ans.

Les prisons « honte de la République »... comme si toute réponse était pénale et toute réponse pénale pénitentiaire.

La surveillance de la population se généralise (25 millions de citoyens fichés à leur insu).

D'autres « lois Sarkozy » ont construit une xénophobie d'État. Chasse aux étrangers et de leurs enfants, ségrégation territoriale, dégradation du tissu social et familial dans les « cités », stigmatisation de la jeunesse : l'injustice est porteuse de violences, faute d'égalité et de respect.

La montée de l'État pénal accompagne la déconstruction de l'État social : le néo-libéralisme sécuritaire n'apporte ni libertés ni sécurités réelles.

Comment appréciez-vous les mobilisations pour la liberté et la démocratie ?

Les prises de conscience s'élargissent : nouveaux territoires victimes de violences policières, protestations contre la « société de surveillance », mobilisations de professionnels qui ne supportent plus la démolition de leur éthique (délation, fichage).

Mais ces mobilisations, comme le mouvement social, manquent de débouché. Si la politique du président élu par défaut en 2007 fait une majorité de mécontents, l'addition des rejets ne vaut pas alternative à la régression des droits.

Beaucoup de collectifs, et même la LDH, lors de son congrès, ont interpellé la gauche. Qu'attendez-vous d'elle ?

Pas de démocratie vivante sans choix clair entre des politiques alternatives crédibles.

Le coup de tonnerre du 21 avril 2002 n'a toujours pas été pris au sérieux. L'électorat populaire, en 2009 comme en 2002, est abstentionniste ; même ceux qui luttent dans leur entreprise, leur hôpital, leur université, qui se battent contre EDVIGE ou contre la xénophobie d'État, sont peu nombreux à croire à une autre politique.

Cela doit changer, dans l'intérêt de la démocratie et du progrès social. La LDH, qui n'a rien oublié de son histoire, contribuera à élaborer des propositions et à mettre les forces de gauche en face de leur responsabilité historique. Les crises écologique, économique, sociale et démocratique n'attendront pas. Nous non plus.

**Aung San Suu Kyi**

**2000 Birmans prisonniers politiques**

**Nicole Borvo**

sénatrice de Paris, présidente du groupe CRC-SPG

**A**ung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix, a eu 64 ans. Elle a été privée de liberté durant la majeure partie des 19 dernières années. La junte militaire veut encore l'isoler et écarter la Ligue nationale pour la démocratie (LND) des prochaines élections.

À la fin de son assignation à résidence, Aung San Suu Kyi a été incarcérée et jugée dans un simulacre de procès.

J'ai saisi le groupe sénatorial d'amitié avec la Birmanie pour qu'il demande au

gouvernement français d'intervenir auprès de Total. L'activité très importante de Total là-bas produit des profits colossaux dont bénéficie aussi l'État birman.

Cela lui permet d'exercer une influence sur ce dernier afin que cesse cet acharnement et qu'elle soit libérée.



**Troy Davis**

Une nouvelle pétition pour Troy Davis est soumise à signature sur le site d'Amnesty International ([www.amnesty.fr](http://www.amnesty.fr)). Elle est adressée à Larry Chisolm, procureur de district nouvellement élu du comté de Chattham. Merci de la signer et de la relayer.



**C'est un mouvement pour la démocratie qui s'est développé en Iran à la faveur d'élections contestées massivement.**

Les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé dans Téhéran et d'autres villes au cri de « Where is my vote? » (où est mon vote?) n'ont pas seulement exigé un nouveau scrutin national même si ce mot d'ordre a pu être dominant. Un tel mouvement, du fait de son ampleur et de sa détermination, avait en lui-même une autre dimension.

Il a exprimé une formidable aspiration à la liberté. Une liberté étouffée depuis 30 ans par les méthodes et les règles du régime théocratique des Ayatollahs.

C'est probablement pour mettre un coup d'arrêt à cette demande de liberté et de démocratie que le cœur du régime, mesurant le danger potentiel pour lui-même, a choisi, après avoir un peu temporisé, la répression la plus brutale.

C'est bien l'avenir de l'Iran et du régime qui a été mis en question par ce mouvement pour la démocratie, même si son principal leader émane du sérail, appartient au régime et n'a jamais prétendu



la révolte s'appelle Neda

vouloir en sortir. Les aspirations d'un peuple peuvent dépasser ceux qui les incarnent.

Le PCF, solidaire du mouvement, appelle à l'arrêt de la répression, la libération de tous les manifestants emprisonnés, la liberté de travail et d'expression pour la presse et les médias.

Il demande aux autorités françaises et européennes d'entendre l'appel des démocrates iraniens à la non-reconnaissance des résultats des élections et du gouvernement d'Ahmadinejad. Quelle que soit l'issue finale de ce grand affrontement politique, rien ne sera plus comme avant en Iran.



Alors que le pacte civil de solidarité (PACS) va bientôt fêter ses dix ans, le groupe communiste, républicain, citoyen et sénateurs du parti de gauche (CRC-SPG) propose de le faire évoluer vers davantage d'égalité en matière juridique et de droits sociaux. Quatre mesures phares sont au cœur de ce projet :

- enregistrement du PACS à la mairie et non au tribunal d'instance
- égal accès à la nationalité française par le PACS que par le mariage
- le droit à pension de réversion
- le droit aux congés pour événements familiaux.



Marianne, Hervé Di Rosa

**pas de discrimination à l'embauche**

Le Parti communiste français revendique, de longue date, l'ouverture des emplois fermés aux étrangers non communautaires dans le secteur privé et public.

Il l'a rappelé, en 2001, en co-signant avec plusieurs organisations et associations des droits de l'homme, syndicats et partis politiques, une lettre ouverte en ce sens.

À l'occasion de l'examen par le Sénat d'une proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des travailleurs étrangers à l'exercice de certaines professions libérales ou privées, les sénateurs communistes, républicains et citoyens et les sénateurs du Parti de Gauche (CRC-SPG) ont proposé d'élargir les possibilités d'accès à la

fonction publique non régaliennne aux étrangers non communautaires.

Dans le prolongement de ces débats, ils ont déposé, le 19 mai dernier, une proposition de loi visant à supprimer les conditions de nationalité qui restreignent l'accès des étrangers à la fonction publique.

La récente délibération de la Haute autorité de lutte contre les discriminations (la Halde), qui recommande au gouvernement de supprimer les conditions de nationalité pour accéder à un emploi, tant dans la fonction publique que dans les secteurs public et privé, vient confirmer la nécessité de modifier la législation en vigueur.



Eliane Assassi  
sénatrice  
responsable Migrations du pcf